

16 déc. 2002-décret n°02-572/P-RM portant nomination d'un membre du conseil d'administration de la Société des Télécommunications du Mali.....p110

décret n°02-573/P-RM portant abrogation partielle du décret n°00-107/P-RM du 22 mars 2000 portant nominations au Ministère de la Santé.....p110

décret n°02-574/P-RM portant abrogation partielle du décret n°01-450/P-RM du 24 septembre 2001 portant nomination des membres de la commission de régulation de l'électricité et de l'eau.....p111

décret n°02-575/P-RM portant nomination de contrôleurs des services publics.....p111

décret n°02-576/P-RM portant nominations au Ministère de la Santé.....p112

décret n°02-577/P-RM portant nominations au cabinet du Ministre de la Défense et des Anciens Combattants.....p113

décret n°02-578/P-RM portant nomination d'un Chargé de Mission au cabinet du Ministre de la Communication et des Nouvelles Technologies de l'Information.....p113

décret n°02-579/P-RM portant nomination du Directeur du Programme National de Lutte contre la Pratique de l'Excision.....p114

décret n°02-580/P-RM portant nominations au cabinet du Ministre délégué à la Réforme de l'Etat et aux Relations avec les Institutions.....p114

20 déc. 2002-décret n°02-581/P-RM portant convocation de l'Assemblée Nationale en session extraordinaire.....p115

decree n°02-582/P-RM portant ratification de l'accord de prêt, signé à Abidjan, le 18 novembre 2002 entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds Africain de Développement, relatif au Programme d'Ajustement Structurel (PAS III).....p115

décret n°02-583/P-RM fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.....p116

Annonces et communicationsp118

ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRETS

DECRET N°02-536/P-RM DU 03 DECEMBRE 2002 PORTANT REGLEMENTATION DE LA COLLECTE, DE LA TRANSFORMATION ET DE LA COMMERCIALISATION DE L'OR ET DES AUTRES SUBSTANCES PRECIEUSES OU FOSSILES.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le Règlement N°09-98/CM/UEMOA du 20 décembre 1998 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;

Vu l'Ordonnance N°06/CMLN du 27 février 1970 portant adoption du Code Général des Impôts et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu la Loi N°92-002 du 27 août 1992 portant code de commerce en République du Mali, modifiée par la Loi N°01-042 du 07 juin 2001 ;

Vu l'Ordonnance N°99-032/P-RM du 19 août 1999 portant code minier en République du Mali, modifiée par l'Ordonnance N°00-013/P-RM du 10 février 2000 ;

Vu la Loi N°01-075 du 18 juillet 2001 portant code des douanes ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{ER} : Le présent décret régit la collecte, la transformation et la commercialisation de l'or et des autres substances précieuses ou fossiles importés ou produits sur le territoire national par les orpailleurs ou tout autre exploitant artisan.

ARTICLE 2 : Les autres substances précieuses ou fossiles comprennent : les métaux précieux, les pierres précieuses, les pierres fines et les substances fossiles autres que les hydrocarbures.

ARTICLE 3 : La collecte, la transformation et la commercialisation de l'or et des autres substances précieuses ou fossiles sont exercées par :

- les collecteurs d'or et d'autres substances précieuses ou fossiles ;
- les comptoirs d'achat et d'exportation ;
- les exportateurs de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles.

TITRE II : DES DISPOSITIONS PARTICULIERES

CHAPITRE I : DES COLLECTEURS

ARTICLE 4 : Est considérée comme collecteur d'or et d'autres substances précieuses ou fossiles, toute personne physique ou morale qui, agissant pour son propre compte, achète de l'or et d'autres substances précieuses ou fossiles, en vue de les revendre sur le marché national.

ARTICLE 5 : Pour être collecteur d'or et d'autres substances précieuses ou fossiles, il faut être de nationalité malienne ou ressortissant de pays accordant la réciprocité aux maliens et détenir une carte professionnelle.

CHAPITRE II : DES COMPTOIRS D'ACHAT ET D'EXPORTATION

ARTICLE 6 : Est considérée comme comptoir d'achat et d'exportation, toute personne physique ou morale qui achète de l'or, le transforme en lingot titré, ou les substances précieuses ou fossiles en vue de les exporter.

ARTICLE 7 : Pour être comptoir d'achat et d'exportation, la personne physique ou morale visée à l'article 6 doit avoir une autorisation délivrée par arrêté du ministre chargé du Commerce.

ARTICLE 8 : En vue de la transformation, du titrage, du triage des produits à exporter, les comptoirs d'achat et d'exportation doivent se doter, un an au plus tard après la délivrance de l'agrément du ministre chargé du Commerce :

- d'installations permettant de réaliser le traitement chimique et mécanique de l'or, des grains de pépites, ainsi que leur première fusion pour les transformer en lingots ;
- d'équipements pour effectuer les opérations de triage et de titrage pour le diamant et de triage pour les autres substances précieuses ou fossiles.

Ces installations et équipements doivent faire l'objet de certificat d'habilitation technique délivré par la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ; à défaut l'autorisation sera suspendue.

ARTICLE 9 : Les comptoirs d'achat et d'exportation peuvent exporter les bijoux et objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles.

CHAPITRE III : DES EXPORTATEURS DE BIJOUX ET D'OBJETS D'ART EN OR OU EN D'AUTRES SUBSTANCES PRECIEUSES OU FOSSILES

ARTICLE 10 : Est considérée comme exportateur de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles, toute personne physique ou morale qui les fabrique ou les achète en vue de les exporter.

ARTICLE 11 : Pour être exportateur de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles, il faut être titulaire d'une autorisation délivrée par arrêté du ministre chargé du Commerce.

ARTICLE 12 : Les fabricants de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles régulièrement inscrits au registre du commerce et du crédit mobilier ou au registre des métiers, ayant un numéro d'identification fiscale peuvent exporter leurs productions sans satisfaire aux conditions de l'article 11 ci-dessus.

ARTICLE 13 : Est défini comme bijou, un objet de parure d'une composition régulière avec finition particulièrement soignée.

Est considéré comme objet d'art, tout ouvrage de conception orfèvrée et les bibelots de bijouterie.

Les plaquettes, ébauches, grenailles de même que les vieilles œuvres ne peuvent être considérées comme bijoux ou objets d'art.

CHAPITRE IV : DE LA TRANSFORMATION ET DES CONDITIONS D'EXPORTATION.

ARTICLE 14 : L'or à l'exportation doit avoir fait l'objet de traitement chimique et mécanique pour être présenté sous forme de lingot titré.

ARTICLE 15 : La levée de toute intention d'exportation d'or, ou de diamant est conditionnée à la présentation d'une attestation de titrage du produit à exporter.

En cas de besoin, les services économiques peuvent demander, aux frais de l'opérateur, un contrôle dudit titrage par la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ou d'une autre personne physique ou morale agréée à cet effet.

ARTICLE 16 : L'exportation des substances précieuses ou fossiles autres que l'or est conditionnée à un triage préalable des substances.

L'expertise de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ou de toute autre personne physique ou morale agréée à cet effet peut être requise en cas de nécessité par les services économiques aux frais de l'opérateur.

Toutefois, pour certains cas spécifiques et pour les besoins d'étude ou d'analyse, une autorisation est délivrée par la Direction Nationale de la Géologie et des Mines en vue de l'exportation à l'état brut.

L'expertise porte sur la qualité et la quantité et se traduit par la délivrance d'un certificat.

ARTICLE 17 : Les bijoux et les objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles à l'exportation doivent être présentés en produits finis titrés et comportant la marque de garantie de l'Etat.

ARTICLE 18 : La levée de toute intention d'exportation de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles est conditionnée à la présentation d'une attestation de titrage du produit et d'un certificat de reconnaissance de bijoux ou d'objets d'art délivrés par la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.

ARTICLE 19 : Toute exportation d'or, de bijoux et d'objets d'art en or est subordonnée à l'autorisation préalable du ministre chargé des Finances ou de son représentant.

ARTICLE 20 : L'exportation d'or brut ou façonné et des autres substances précieuses ou fossiles à titre d'échantillon ou de spécimen n'est pas soumise à l'autorisation préalable dans la limite des poids ci-après :

- 100 grammes pour les matières d'or ;
- 50 grammes pour les métaux de la mine du platine ;
- 500 grammes pour l'argent ;
- 5 carats pour le diamant ;
- 125 carats pour les autres pierres précieuses ;
- 500 carats pour les pierres fines.

ARTICLE 21 : N'est également pas soumise à l'autorisation préalable, l'exportation par les voyageurs, d'objets en or dans la limite d'un poids maximum de cinq cents (500) grammes.

ARTICLE 22 : Les valeurs de référence pour la taxation à l'exportation des substances précieuses sont déterminées périodiquement par un comité paritaire comprenant des représentants de l'Etat et ceux des opérateurs économiques concernés.

Un arrêté conjoint des ministres chargés du Commerce, des Mines et des Finances détermine la composition de ce Comité.

TITRE III : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE 23 : Les collecteurs, les comptoirs d'achat et d'exportation, les exportateurs de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles doivent se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 24 : Les infractions aux dispositions du présent décret sont constatées et réprimées conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 25 : Un arrêté conjoint des ministres chargés du Commerce, des Mines et des Finances fixe les conditions d'agrément et d'exercice des collecteurs, des comptoirs d'achat et d'exportation, et des exportateurs de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles.

ARTICLE 26 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le Décret N°96-214/P-RM du 16 août 1996 portant réglementation de la collecte, de la transformation et de la commercialisation de l'or et des autres substances précieuses ou fossiles.

ARTICLE 27 : Le ministre de l'Industrie et du Commerce, le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 03 décembre 2002

**Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,
Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre des Domaines de l'Etat,
des Affaires Foncières et de l'Habitat,
Ministre de l'Industrie et du
Commerce par intérim,
Boubacar Sidiki TOURE**

**Le ministre des Mines, de
l'Energie et de l'Eau,
Hamed Diane SEMEGA**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Bassary TOURE**

**DECRET N°02-537/P-RM DU 03 DECEMBRE 2002
FIXANT LA REPARTITION DE L'AIDE FINAN-
CIERE DE L'ETAT AUX PARTIS POLITIQUES AU
TITRE L'ANNEE 2002.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°00-045 du 07 juillet 2000 portant charte des partis politiques ;